



NON À L'AUSTÉRITÉ

Le 15 février 2012, une marche départementale contre la politique d'austérité mise en œuvre par le gouvernement a eu lieu dans le Val-de-Marne*.

Si cette démarche était initiée par la CGT, il n'en demeure pas moins vrai que c'est un appel unitaire qui a été lancé puisque nous avons été rejoints par la FSU et SUD solidaires. Étaient également présents, pour les partis politiques, le Front de Gauche et le NPA.

Une délégation de salariés adhérents au SGLCE a participé à cette marche interprofessionnelle.

Le rendez-vous était fixé devant Sanofi Aventis, groupe qui engrange des profits et bénéficie des aides de l'État — des aides publiques — dans le cadre du crédit impôt recherche mais qui licencie à tour de bras.

Sur le parcours, nous avons marqué une étape devant un établissement de santé, l'hôpital Henry Mondor, haut lieu de lutte pour conserver la chirurgie cardiaque.

Et enfin, nous avons fini devant la préfecture de Créteil où nos camarades de l'USR nous attendaient.

Une délégation composée de 4 camarades de la CGT (dont un salarié du *Monde*), trois de SUD-Solidaires, 2 de FSU et d'un représentant de la FCPE (parents d'élèves) a été reçue par le sous-préfet, accompagné de deux conseillers de son cabinet et de quatre conseillers de l'Éducation nationale.

La CGT a réaffirmé son opposition :

- à la TVA sociale qui, en réalité, est une TVA antisociale car ce sont encore les salariés, retraités et chômeurs qui en feront les frais, avec encore plus de perte de pouvoir d'achat ;
- aux accords de compétitivité qui ont pour unique but de rendre caducs le contrat de travail et le code du travail ;
- à la tentative gouvernementale de remettre en cause le droit de grève, notamment dans les transports (l'aéroport d'Orly a été pris en exemple).

Nous avons également notifié au sous-préfet que la CGT continuait son combat pour la retraite à 60 ans car rien ne justifie, au prétexte que nous vivons plus longtemps, qu'il faille travailler plus longtemps.

Avec les autres syndicats, nous avons également abordé la situation au *Monde*, l'Éducation nationale, les MIN de Rungis, la fonction publique, le fret ferroviaire...

Le sous-préfet nous a indiqué qu'il transmettrait aux services compétents de la Préfecture ; ces derniers auront à charge de répondre aux questions abordées.

Cette initiative s'inscrit comme un tremplin pour la manifestation du 29 février initiée par la Confédération européenne des Syndicats qui appelle à ne pas subir les cures d'austérité qu'imposent les gouvernements aux ordres des marchés financiers.

TOUS ENSEMBLE LE 29 FÉVRIER

DEPART À 14 H 00 DE LA PLACE DE LA BASTILLE,
EN DIRECTION DE NATION
VIA LE FAUBOURG ST-ANTOINE

* Sans le savoir, elle s'inscrit en avant-première de la manifestation prévue le 29 février dans le cadre de l'appel de la CES (Confédération européenne des Syndicats).